



COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 26 FEVRIER 2015

DECLARATION LIMINAIRE

Vous nous avez convoqués ce jour notamment pour aborder le sujet sensible de la réduction des horaires d'ouverture au public .

La CGT lors du Comité Technique de Réseau du 30 septembre 2014, ainsi que l'ensemble des syndicats, demandeurs d'un bilan contradictoire sur l'accueil, ont dénoncé le passage en force de la DG sur le dossier de changement des horaires d'ouverture et ont quitté la séance.

Alors que la fusion plaçait l'utilisateur et l'accueil au cœur des réformes, quelques années plus tard, quel est le constat ? Cinq ans après la création de la DGFIP , l'échec est total.

Suite aux massives suppressions d'emplois à la DGFIP depuis 10 ans, plus de 100 emplois supprimés depuis 6 ans à la DDFIP de Vaucluse, essentiellement des postes d'agents C , la DGFIP n'a plus les moyens d'assurer l'accueil du public.

Plutôt que de créer les emplois nécessaires, elle préfère restreindre les ouvertures. C'est révélateur de l'incurie de celles et ceux qui ont déstructuré nos services.

Comme la CGT l'a dénoncé à maintes reprises, l'immense majorité des services n'a plus les moyens humains d'assurer correctement ses missions .

La situation est catastrophique ! Aussi, des collègues pourraient penser que la réduction de l'ouverture au public leur permettra de souffler un peu... Si nous comprenons ce point de vue, la CGT tient à rappeler la nocivité et la perversité de ces nouvelles mesures.

Le risque est aussi l'augmentation du nombre d'appels et de mails, ainsi que de voir les contribuables se reporter sur les jours ouverts, bien plus énervés s'ils ont trouvé porte close la veille. De plus les horaires d'ouverture ne seront plus indiqués sur les avis d'imposition et il conviendra de consulter le site impots.gouv.fr pour connaître les horaires d'ouverture de tel ou tel service, la DGFIP ne perçoit certainement pas la fracture numérique des territoires ruraux ou des publics défavorisés.

Pour la DG, la qualité et le temps consacrés à l'accueil physique seraient un frein au développement des autres possibilités de contacter nos services, notamment internet. Un des buts est d'habituer les contribuables à ne plus disposer d'un accueil de proximité afin d'anticiper les futures fermetures de sites. Bercy cherche à réorienter les usagers vers des plates-formes téléphoniques, la communication par mail, de futurs centres de contact.

Le constat est clair : de telles mesures n'amélioreront pas les conditions de travail des agents.

Pour l'administration, le but est bien de pouvoir continuer à supprimer des emplois, phénomène qui risque fort de s'aggraver (le ministère des finances devant compenser les renforts annoncés dans l'armée et la police).

Si l'administration veut prendre en compte le mal être des agents devenu prégnant dans de nombreux services , elle doit :

- arrêter toutes les suppressions d'emplois.
- recréer les postes nécessaires au bon fonctionnement des services.

Il faut rappeler que la DGFIP, dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, maintient les services en sous effectifs chroniques (3000 emplois budgétés ne sont pas pourvus). Le VAUCLUSE ne déroge pas à la règle.

Les élus de la CGT Finances Publiques ne cessent de dénoncer l'état des services et des collègues qui ont de plus en plus de mal à assurer sereinement leurs missions.